

Dans ce pays où 44% de la population a moins de 15 ans, la pauvreté, la précarité des services publics et une discrimination bien ancrée dans les mœurs font des jeunes mineures une population particulièrement vulnérable. Depuis 10 ans, l'ONG ECPAT tente de lutter contre ce fléau. Reportage

D'un pas décidé, un groupe d'adolescentes émerge du quartier d'Antohomadinika, bidonville de bois et de tôle des bas quartiers d'Antananarivo. Fatsu, Mirante, Hanitra, Vé et leurs copines ont rendez-vous avec Hary et Ambinina les éducateurs d'[ECPAT](#), une ONG internationale qui lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Look de garçons manqué pour les unes, décolletés et coiffures apprêtées pour les autres, elles viennent assister à une réunion d'information pour intégrer l'hôtel école de l'association [ENDA OI](#) (océan indien) qui ouvrira ses portes à la saison prochaine. Ces jeunes-filles, ce sont Hary et Ambinariosa qui les ont repérées lors de leurs maraudes quotidiennes dans les ruelles des bidonvilles.

Les hommes me paient le déjeuner ou le repas du soir, des habits, du maquillage ou du lait pour mon bébé

« Nous repérons beaucoup de jeunes comme elles à côté des chantiers, des ateliers de menuiserie ou des gares routières, partout où il y a de l'activité », explique Ambinina. Lavandières ou vendeuses à la sauvette, elles désertent leur poste pour quelques Ariary (unité monétaire malgache, ndlr) de plus. «

Les hommes me paient le déjeuner ou le repas du soir, des habits, du maquillage ou du lait pour mon bébé

, confie Mirante, 16 ans.

Je vis avec ma mère et nous sommes cinq à la maison. Elle pense que je fais le linge, mais ça ne rapporte que 500 Ariary, c'est trop peu pour nourrir tout le monde.

» Ce qu'on appelle ici « la prostitution de survie ».

A Madagascar, dans la capitale, la passe médiane est à 5000 Ar (1,5 €) ; le tarif tombe à 1000, 1500 Ar dans les bidonvilles alors que dans les zones touristiques elle avoisine les 20 000 (6,5€). Avec deux clients par jour dans les bidonvilles de la capitale, une adolescente ramène trois fois plus d'argent au foyer. Si certains parents incitent leurs enfants, la plupart ignorent la situation ou font semblant de ne pas savoir.

Abandonnées à elles-mêmes

Une réalité qui touche un nombre croissant de jeunes filles à Antananarivo, dans les villes touristiques du Nord comme Nosy Bé ou Diego Suarez, et depuis peu dans les villages en brousse, autour des mines. Mais cette réalité est sous-estimée. « *Dans cette partie de la capitale, on a une assistante sociale pour des milliers d'enfants,* s'indigne Hary

. *Il n'y a ni action gouvernementale, ni municipale. Tout repose sur le travail des associations. La prostitution des mineures a beau être illégale, ça ne fait pas partie des priorités.*

» Résultat, aucun chiffre officiel n'existe pour mesurer l'ampleur du problème.

En 2012, ECPAT a donc diligenté 10 enquêteurs dans les bas quartiers de la capitale pour recenser les adolescentes victimes de la prostitution. 1200 filles de moins de 18 ans ont été répertoriées en trois semaines. « *Un chiffre énorme même s'il n'est pas forcément révélateur de l'ampleur du phénomène* », commente Marie Darmayan, directrice d'ECPAT à Madagascar.

La rue reste le moyen conventionnel de racolage, mais la prostitution se développe aussi grâce à internet et aux réseaux sociaux. Le phénomène grandit, se banalise et les filles impliquées sont de plus en plus jeunes.

»

Quant aux clients, selon la même étude, seuls 6% étaient des étrangers (touristes, expatriés). Fonctionnaires ou hommes d'affaires malgaches en déplacement, ouvriers locaux ou étrangers, travailleurs humanitaires, voisins, cousins, tous les pans de la société sont concernés.

Il existe des lois mais elles ne sont pas appliquées.

Et si la prostitution des jeunes filles se banalise, c'est que sur la "grande terre", l'impunité est totale. « *Les clients vont voir des mineures car elles sont moins chères et plus jolies. Ils ne se posent pas de question car ils ne sont jamais inquiétés. Il existe pourtant des lois mais elles ne sont pas appliquées. Ca ne pose problème à personne* ». » La crise politique de 2009 n'y a pas aidé. Si Madagascar vante sa « transition démocratique », les services de l'Etat en charge de l'enfance demeurent inexistantes. L'île a pourtant ratifié tous les protocoles internationaux en matière de droits de l'enfance. Le dispositif juridique est parfois plus sévère qu'en France.

Mais l'application des lois est catastrophique. « *Les commissariats chargés de la protection des mineurs tournent avec environ 1500 euros par mois,* déplore Marie Darmayan.

Ici les signalements d'enfants abusés n'aboutissent jamais et les services de protection de l'enfance ou les centres d'accueil n'existent pas.

» L'ONG entreprend des campagnes de sensibilisation auprès des chefs de quartier, des écoles, des associations qui aident les enfants des rues comme auprès du gouvernement. Mais seul le Ministère du tourisme, et son service "des fléaux touristiques", s'intéresse à la problématique dans le cadre de la lutte contre le tourisme sexuel. Là encore, l'action est limitée. «

On est dans une crise politique perpétuelle. Nos interlocuteurs au niveau du gouvernement changent tout le temps. Il n'y a pas de continuité.

», constate encore Marie Darmayan. Le 4 mars 2014, le gouvernement Rajaonarimampianina signait une charte de la lutte contre l'exploitation sexuelle. Une coquille vide. Depuis rien n'a été fait.

Réparation

Les neuf salariés d'ECPAT et la dizaine d'étudiants bénévoles mettent toute leur énergie afin de permettre à ces jeunes filles de construire une alternative concrète et viable. « *Une goutte d'eau dans un pays où les problème de santé, de malnutrition sont tels qu'on ne sait par où commencer.*

», se lamente leur directrice.

La plupart d'entre elles sont issues de familles vulnérables. Elles ont abandonné l'école pour des raisons économiques. Alors, quand les éducateurs parviennent à convaincre et motiver l'une d'elle, c'est un long processus de réinsertion qui commence par un travail sur le changement du comportement des jeunes. Ils doivent affronter l'agressivité, la violence, la santé, le rapport au corps et l'estime de soi. « *Même si pour les très jeunes filles, la prostitution est taboue, à partir du moment où elles ont leurs règles, la société malgache a tendance à estimer que c'est leur vie, leur choix. On en vient à avoir des filles qui nous disent que leur corps leur appartient et que c'est un outil comme un autre pour faire de l'argent, avoir un jean ou un portable à la mode.*

», constate Hary Rakotomalala, l'une des travailleuses sociales malgaches de l'ONG.

Aujourd'hui tout dépend de moi

Reprendre conscience de son corps prend du temps, réapprendre à lire, écrire, construire un projet aussi. Il faudra au moins un an et demi, pour s'assurer que Fatsu, Mitrante et les autres, ne reprendront pas le chemin de l'argent facile. Mais l'espoir est là. « *Si je suis avec ECPAT, c'est que je crois à la vie, que j'aurai une vie meilleure et surtout que je vais quitter mon quartier*, sourit Fatsù.

Cette formation me fait un peu peur. Mais aujourd'hui tout dépend de moi.

»

Source: [Terriennes](#)